

Communiqué 2017
AGOA Civil Society / AWEF Session du 16ème Forum de l'AGOA
Lomé, Togo
Présenté à la 16e session ministérielle de l'AGOA

Le 9 août 2017
Radisson Blu Hotel
Lomé, Togo

La Session de Le Réseau d'Organisation de Société Civil AGOA et le Programme d'Entrepreneurs de Femmes africain (AWEF) de la Session, de de la 2017 AGOA le Forum ont eu lieu sur août 7-10, sous le Thème "la Société Civile et AWEF Utilisant AGOA pour Construire la Prospérité avant 2025" la Session a été tenu au Radisson Blu l'Hôtel et la le Bâtiment de CEDEAO dans Lomé, le Togo.

La Session CSO / AWEF du 16e Forum AGOA a rassemblé plus de 200 délégués des États-Unis et des pays éligibles à l'AGOA dans l'Afrique subsaharienne pour résoudre les problèmes suivants:

- Stratégie d'utilisation des pays AGOA
- Critères d'éligibilité d'AGOA
- Infrastructure et liens de transport pour rendre les produits AGOA compétitifs
- Utilisation du commerce équitable pour promouvoir les exportations AGOA pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME)
- Utilisation de micro, petites et moyennes entreprises pour renforcer l'intégration régionale
- Les défis de l'AGOA, les meilleures pratiques et la voie à suivre

Points saillants de la discussion:

D'ici 2060, la population d'Afrique devrait atteindre 2,8 million, contre 1,26 million; Aujourd'hui, soixante pour cent de la population est âgé de moins de 35 ans et la classe moyenne d'Afrique augmente. Actuellement, l'Afrique subsaharienne connaît une expansion dans le développement des petites et moyennes entreprises. Aujourd'hui, les MPME avec une forte participation des femmes entrepreneurs créent environ 80% de l'emploi des régions, et les PME établissent une nouvelle classe moyenne et alimentent la demande de nouveaux biens et services; Cependant, les MPME africaines font face à un certain nombre de contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement, aux problèmes logistiques, au manque d'accès au financement et à d'autres obstacles qui limitent leur compétitivité à l'exportation sur les marchés américains. Une attention particulière et une sensibilisation doivent être étendues aux jeunes pour assurer l'inclusion dans l'élaboration des politiques et la conception des programmes.

Le secrétariat de l'AWEF et le Secrétariat du Réseau de l'organisation de la société civile conviennent de collaborer à l'organisation des futures sessions de la société civile du Forum de l'AGOA et d'autres programmes et événements de formation, tant aux États-Unis que et dans d'autres parties de l'Afrique.

La société civile et les délégués de l'AWEP demandent à tous les pays éligibles d'élaborer une Stratégie d'utilisation des pays de l'AGOA, tous les deux ans, comme l'a recommandé le Congrès américain en vertu de l'article 107 de la Loi sur l'extension des préférences commerciales de 2015 pour traiter les contraintes de la chaîne d'approvisionnement, les problèmes logistiques, le manque d'accès Le financement et d'autres obstacles empêchant la compétitivité des MPME pour la croissance économique et le développement économique, et créer annuellement les 20 millions d'emplois nécessaires en Afrique.

Nous soulignons la nécessité pour les pays éligibles d'adhérer strictement aux critères d'éligibilité de l'AGOA pour maintenir la prévisibilité et la durabilité du marché.

Nous appelons tous les pays membres à ratifier l'Accord de facilitation de l'OMC afin de renforcer l'intégration régionale, d'élargir le commerce intra-africain et de créer des chaînes de valeur à travers les frontières nationales pour atteindre les économies d'échelle durables requises pour que leurs exportations d'AGOA soient compétitives sur les marchés aux États-Unis. États

Nous exhortons le Réseau de l'Organisation de la société civile et les membres de l'AWEP à accroître les efforts de plaidoyer pour les politiques dans leurs pays respectifs qui élargissent la liberté économique et créent l'environnement juridique et réglementaire nécessaire pour attirer des investissements étrangers directs pour financer des projets d'infrastructure et créer des liens de transport ME pour la croissance économique et le développement économique, Et créer annuellement les 20 millions d'emplois nécessaires en Afrique.

Nous soulignons la nécessité pour les pays éligibles d'adhérer strictement aux critères d'éligibilité de l'AGOA pour maintenir la prévisibilité et la durabilité du marché.

Nous appelons tous les pays membres à ratifier l'Accord de facilitation de l'OMC afin de renforcer l'intégration régionale, d'élargir le commerce intra-africain et de créer des chaînes de valeur à travers les frontières nationales pour atteindre les économies d'échelle durables requises pour que leurs exportations d'AGOA soient compétitives sur les marchés aux États-Unis. États

Nous exhortons le Réseau de l'Organisation de la société civile et les membres de l'AWEP à accroître les efforts de plaidoyer pour les politiques dans leurs pays respectifs qui élargissent la liberté économique et créent l'environnement juridique et réglementaire nécessaire pour attirer des investissements étrangers directs pour financer des projets d'infrastructure et créer des liens de transport

Pour déplacer les produits de la ferme vers les marchés sur les marchés en Afrique et entre les marchés en Afrique et aux États-Unis.

À l'heure actuelle, l'objectif de l'AGOA de promouvoir le développement économique axé sur les exportations a ses limites et les pays éligibles à l'AGOA ne profitent pas pleinement des avantages d'AGOA. La plupart des entreprises non pétrolières éligibles à

l'AGOA sont des micro, petites et moyennes entreprises et des petits exploitants agricoles. Cependant, bon nombre de ces entreprises restent inefficaces et limitées dans leurs capacités productives, en raison du manque de compétences, de capacité et d'autres contraintes. L'assistance technique et le renforcement des capacités pour les micro, petites et moyennes entreprises, y compris les programmes pour les femmes et les jeunes de tous les sexes, sont essentiels pour réaliser pleinement le développement inclusif. Des programmes qui encouragent le mentorat et la création de partenaires stratégiques, ainsi que l'utilisation du «commerce équitable» pour promouvoir les exportations de MSME AGOA sont également essentiels. En outre, la Diaspora devrait s'efforcer de renforcer la sensibilisation et l'investissement dans les micro, les petites et moyennes entreprises dans les pays éligibles à l'AGOA et fournir les compétences professionnelles requises et l'expertise en gestion pour transformer eux dans des entreprises plus efficaces et rentables

Les stratégies de commerce et d'investissement doivent promouvoir l'industrialisation et la transformation structurelle des pays éligibles à l'AGOA de manière à favoriser un travail décent. L'AGOA offre aux pays africains l'occasion de faire face au déficit de travail décent, en particulier pour les femmes, les jeunes et les travailleurs migrants, et de réduire la pauvreté.

Les organisations de la société civile et l'AWEP préconisent que les pays éligibles respectent strictement les normes internationales du travail lorsqu'ils préparent la stratégie d'utilisation de leurs pays respectifs.

Recommandations:

1. STRATÉGIE D'UTILISATION DU PAYS DE L'AGOA ET CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ:

- Nous appelons les pays éligibles à l'AGOA à soutenir le travail du Secrétariat du Réseau de l'Organisation de la société civile de l'AGOA en renforçant les capacités des organisations de la société civile et du Programme africain pour les entreprises féminines (AWEP) en Afrique concernant les questions des stratégies d'utilisation des pays AGOA et le respect de l'éligibilité Critères pour fournir la planification nécessaire pour réussir dans l'utilisation des avantages AGOA pour soutenir le développement des micro, petites et moyennes entreprises (MSPM).

- Les gouvernements membres devraient travailler étroitement avec leurs OSC, l'AWEP, le Travail et la Jeunesse dans la conception de leur stratégie d'utilisation des pays AGOA pour assurer l'efficacité et l'inclusivité.

2. FACILITATION COMMERCIALE, INTÉGRATION RÉGIONALE ET LIENS DE TRANSPORT:

- Nous appelons tous les pays éligibles à l'AGOA à ratifier et à mettre en œuvre l'Accord de facilitation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin d'accroître la transparence, de réduire les coûts de transaction et d'accroître la compétitivité des entreprises et exportations africaines. Les gouvernements membres devraient travailler en étroite collaboration avec la société civile et l'AWEP sur la mise en œuvre des accords de facilitation du commerce.

- Nous demandons à l'Union africaine de dévoiler sa zone de libre-échange continentale (CFTA) qui englobe la libre circulation des entreprises et des investissements, l'établissement de syndicats personnalisés, l'harmonisation et la coordination de la libéralisation du commerce, la facilitation du commerce et les instruments dans les communautés économiques régionales (RECS) à temps.

3. "Commerce Equitable"

- Nous demandons sur les gouvernements pour inciter à investir dans les laboratoires d'essais, les normes de l'agence, les microcrédits et les autres mécanismes de soutien requis pour obtenir le certificat de commerce équitable

Nous appelons les institutions du secteur privé, à savoir Ecobank; la Banque de développement de l'Afrique; Ethiopian Airlines et d'autres personnes à soutenir les membres de l'AWEP et d'autres MPME dans l'obtention de financements et les défis liés à la logistique et aux transports auxquels ils sont confrontés.

4. JEUNES ENTREPRENEURS:

- Nous encourageons les gouvernements membres à promouvoir le «regroupement» pour développer des économies d'échelle et des partenariats stratégiques avec les universités, le secteur privé et les organismes gouvernementaux pour fournir des bourses, des stages et des formations pour les jeunes.

- Nous exhortons les gouvernements membres à donner accès à la technologie de l'âge numérique, y compris l'accès à Internet, la technologie mobile, le commerce électronique et d'autres nouveaux médias pour promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes et les femmes.

5. CHAÎNE DE VALEUR MICRO PETIT ET MOYENNE ENTREPRISES:

- Nous appelons les gouvernements membres à accroître leur soutien aux programmes commerciaux et de renforcement des capacités techniques dans leurs pays pour renforcer les micro, petites et moyennes entreprises afin qu'ils puissent mieux participer aux chaînes de valeur mondiales.

- Nous encourageons les gouvernements membres à adopter des politiques qui attireront les investissements directs étrangers, y compris ceux de la Diaspora, et des partenariats avec les États-Unis. Multinationales afin de favoriser l'inclusion des MPME dans leurs chaînes de valeur mondiales.

6. FORMATION ET BASE DE CAPACITÉS

- Secrétariat du réseau de l'organisation de la société civile de l'AGOA pour organiser la formation et fournir un renforcement des capacités et une assistance technique en partenariat avec le réseau AWEP et les membres du réseau, chaque trimestre dans l'Ouest; Est; Régions de l'Afrique centrale et australe.